MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-681** **13/09/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 22

Objet : Appel à candidature : 22 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

1 poste est offert à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef.fe de service adjoint
Date limite de candidature : 14/10/2022

- 1 poste de chef.fe de secteur
Date limite de candidature : 14/10/2022

- 1 poste de chef.fe de secteur
Date limite de candidature : 14/10/2022

- 1 poste de chargé.e d'action
Date limite de candidature : 14/10/2022

Office français de la biodiversité :

- 2 postes d'hydrobiologistes
Date limite de candidature : 07/10/2022

Mise à disposition auprès du SGAE :

- 1 poste d'adjoint auprès du chef de bureau EEC
Date limite de candidature : 14/10/2022

Sciences Agronomiques et de l'Environnement (VetAgro Sup) :

- 1 poste chargé de « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires
Date limite de candidature : 14/10/2022

FranceAgriMer :

- 1 poste de contrôleur pluri-filières
Date limite de candidature : 30/09/2022

- 1 poste de chargé.e d'études pêche et aquaculture
Date limite de candidature : 30/09/2022

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 30/09/2022

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 30/09/2022

- 1 poste de chef.fe de projet MOA
Date limite de candidature : 30/09/2022

- 1 poste de chargé.e d'études juridiques
Date limite de candidature : 06/10/2022

- 1 poste de responsable de pôle
Date limite de candidature : 30/09/2022

- 1 poste d'expert « Achat/Marchés de denrées
Date limite de candidature : 15/10/2022

Agence nationale de sécurité de l'environnement, de l'alimentation et du travail :

- 1 poste de directeur adjoint de l'administration et des finances
Date limite de candidature : 30/09/2022

- 1 poste de technicien de laboratoire en biologie
Date limite de candidature : 16/09/2022

- 1 poste de contrôleur de gestion confirmé
Date limite de candidature : 30/09/2022

Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des dépenses financées par les Fonds Européens Agricoles :

- 1 poste d'auditeur
Date limite de candidature : 30/10/2022

Office national des forets :

- 1 poste de directeur de l'agence territoriale Berry Bourbonnais
Date limite de candidature : 05/10/2022

- 1 poste de directeur de l'agence territoriale Auvergne Rhône Alpes
Date limite de candidature : 05/10/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP Agence de Services et de Paiement

Chef de secteur « expertise »

(H/F)

R59033

Localisation : Direction régionale des Hauts-de-France Lille ou Amiens

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

mettre en œuvre les missions de l'organisme payeur relatives au contrôle de la délégation et à l'assistance d'ingénierie auprès des services de la Région et de l'Etat pour la mise en œuvre des programmes de développement rural régionaux

piloter, animer et coordonner les activités du secteur afin d'assurer la fin de gestion de l'actuelle programmation (2014-2022) et de réussir la mise en œuvre de la nouvelle (2023 – 2027)

Appuyer en tant que de besoin le chef de service ou son adjoint lors de réunions avec les partenaires

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez le service agriculture, pêche et environnement de la Direction régionale des Hauts-de-France. Le service assure le paiement d'aides agricoles du 2e pilier de la PAC (FEADER), de la pêche (FEAMP) et des aides nationales. Il intervient en assistance d'ingénierie de gestion auprès des services régionaux (Hauts de France et Ile de France) qui élaborent les programmes et procédures. Il réalise des contrôles de dossiers et de dispositifs au titre des missions d'organisme payeur des fonds européens.

Le/La titulaire a la responsabilité directe du secteur expertise, soit 12 agents répartis sur les sites de Lille et Amiens.

MISSIONS

- **Animer l'équipe du secteur la définition des objectifs, des missions et des priorités.**

→ Planifier et distribuer le travail à l'équipe en fonction des priorités, des échéances et des compétences de chacun

→ Fixer les objectifs individuels

→ Accompagner le changement, veiller à la cohésion d'équipe

→ Assurer les entretiens professionnels annuels des agents

→ Participer au recrutement et à la formation des agents et des nouveaux arrivants

- **Assurer le suivi de l'activité (tableau de bord) et organiser les autocontrôles au sein de l'équipe.**

→ superviser l'ensemble des activités du secteur, notamment lié au contrôle de la délégation (une centaine de contrôles annuels et travaux préparatoires) pour l'actuelle programmation, au suivi du cadre juridique et financier (conventions et appels de fonds) ainsi qu'à l'assistance d'ingénierie de gestion (assistance utilisateurs, formations …)

- Proposer les améliorations relatives aux procédures mises en œuvre au sein du secteur
- Apporter un appui
- sur les dossiers et procédures complexes
- Assurer le relationnel opérationnel avec les partenaires internes et externes
- Animer des réunions, participer à des groupes de travail
- Synthétiser et présenter le bilan des activités du secteur



CHAMP RELATIONNEL

→ En interne : l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations

→ En externe : les Régions, les services instructeurs et les bénéficiaires.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

→ Connaissance des dispositifs agricoles gérés par l'ASP

→ Connaissance des fonds européens agricoles

→ Connaître l'environnement professionnel et ses enjeux

→ Connaître les réglementations et les circulaires relatives aux fonctions exercées

→ Connaissance du milieu agricole



SAVOIR-FAIRE

→ Compétences managériales

→ Sens de l'initiative et de l'autonomie

→ Savoir rendre compte, déléguer

→ Qualités relationnelles, capacités au dialogue, à la négociation et à la communication

→ Esprit de synthèse et capacités rédactionnelles



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Monsieur Sylvain BRESSON, Chef du service Agriculture, Pêche et Environnement, Tél : 03.20.63.34.31 – sylvain.bresson@asp-public.fr

- Madame Peggy BOURDIN, Directrice régionale Hauts de France, Tél : 03.20.63.38.40 – npcp-saf-rh@asp-public.fr

- Madame Sandrine DUPUY Conseillère mobilité carrière DRH/SEEC, Tél. : 05.55.12.00.33 - mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP Agence de Services et de Paiement

Chef de secteur « contrôles animaux et 3STR »

(H/F)

Localisation : Direction régionale Occitanie – site de Montpellier

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 1 si cat B ; 4 si cat A
Cotation Parcours Pro : 1 si cat A

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Encadrer et animer 2 équipes (animaux et 3 STR) pouvant comprendre selon la saisonnalité une trentaine de contrôleurs terrains polyvalents ou d'analystes d'images satellites de l'activité agricole (titulaires et CDD).

En 2022, l'activité sur le terrain des Contrôles « animaux » est concentrée à 95% sur le premier semestre et la production de l'activité « 3 STR » sur le second semestre de l'année (juin à septembre).

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Occitanie, composée de 130 agents titulaires répartis au sein de 5 services et d'une mission transversale. Le Service Contrôles est réparti sur les sites de Balma et Montpellier.

Positionné au sein du service Contrôles, le poste de chef(fe) de secteur polyvalent « Contrôles Animaux et 3STR » est placé sous l'autorité fonctionnelle de la cheffe du service et de ses adjoint(e)s. Le service contrôles des aides agricoles européennes et nationales compte une quarantaine d'agents permanents et peut tripler en période de haute activité (renforts ponctuels de CDD).

MISSIONS

- Participer en accord avec la hiérarchie à la définition des objectifs assignés à chacune des équipes (Animaux et 3STR),

- Assurer les entretiens professionnels des contrôleurs et référents intervenant sur la campagne CSP animaux puis sur 3STR

- Organiser, planifier et répartir le travail aux membres des équipes en fonction des priorités, des échéances et des compétences de chacun, et fixer les objectifs individuels en collaboration étroite avec les chef(fe)s de secteur administratif.

- Suivre les réalisations de l'équipe « Contrôle Animaux », organiser et réaliser des contrôles de qualité au sein de l'équipe ; rendre compte régulièrement sur l'avancement de l'activité ; apporter un appui voir intervenir sur les dossiers complexes ou sensibles,

- Suivre les réalisations de l'équipe 3STR, organiser et réaliser des contrôles de qualité au sein de l'équipe ; rendre compte régulièrement sur l'avancement de l'activité ; apporter un appui voir intervenir sur les expertises

complexes d'images et de profils des couverts végétaux sollicités par l'Intelligence artificielle mise en place dans le cadre de la réforme de la PAC 2023 (EIP)

- Assurer la diffusion et la bonne application des règlementations et procédures, apporter une expertise sur les dossiers complexes

- Proposer les améliorations relatives aux procédures mises en œuvre au sein de ses équipes,

- Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du secteur

- Participer au recrutement et à la formation des agents et des nouveaux arrivants

- Assurer le relationnel opérationnel avec les partenaires internes et externes

- Accompagner le changement, veiller à la cohésion des équipes

- Synthétiser et présenter le bilan des activités du secteur



CHAMP RELATIONNEL

- → En interne : les contrôleurs, les référents, les autres chef(fe)s de secteur de chaque domaine de contrôles et administratif, la cheffe de service, les adjoint(e)s, le Directeur régional adjoint aux contrôles
- → En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC
- → connaissance du monde agricole
- → Connaissance de la règlementation contrôles requise (Animaux et 3STR) et appréciée (surfaces et hors surfaces)
- → Maîtrise des SIG appréciée
- → Maîtrise des outils bureautiques et informatiques
- → Connaissance des outils de gestion de la PAC



SAVOIR-FAIRE

- → Manager une équipe de taille importante (20 à 30 agents)
- → Organisation, rigueur, méthode, planification et suivi, réactivité
- → Aptitudes relationnelles
- → Assurer la gestion technique et administrative, expertiser
- → Animer une réunion
- → Rendre compte
- → Maîtriser les outils informatiques de gestion



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Mme Audrey ODDOS, Cheffe du service contrôles – audrey,oddos@asp-public,fr
- Mme Emmanuelle MENU, cheffe du service contrôles adjointe – emmanuelle.menu@asp-public,fr
- Mme Lucile SCHWARTZ, cheffe du services contrôles adjointe – lucile.schwartz@asp-public,fr
- Mme Sandrine DUPUY, conseillère recrutement mobilité formation – mobilite@asp-public,fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP Agence de Services et de Paiement

Chargé d'actions (H/F)

L14113

Localisation : Siège ASP - Limoges
Direction du développement rural et de la pêche (DDRP)

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 4
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Contribuer à la construction du contrôle de la délégation aux régions des aides agricoles et de développement rural financées par le fonds européen FEADER et assurer le déploiement pour la région Nouvelle Aquitaine.

Prendre en charge le suivi des aides Leader en apportant une expertise réglementaire.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez au siège de l'ASP à Limoges le secteur « des aides FEADER régionalisées » au sein de la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP) en charge de la mise en œuvre des mesures du développement rural et qui assure la maîtrise d'ouvrage des outils de gestion des fonds européens FEADER et FEAMP.

MISSIONS

Référent pour la déclinaison régionale des programmes FEADER 2014-2022 et 2023-2027 pour la région Nouvelle Aquitaine :

- Correspondant des directions régionales de l'ASP sur la mise en œuvre opérationnelle et réglementaire des dispositifs FEADER hors surface
- Suivi des chantiers lancés par les instances de gouvernance du FEADER
- Suivi de l'actualité de la mise en œuvre des deux programmations : instrumentation, dynamique d'engagement et de paiement, problématiques spécifiques régionales ; rédaction d'une note trimestrielle
- Contribution aux conférences téléphoniques avec les directions régionales ASP et les Régions autorités de gestion
- Contribution aux travaux de certification conduits par la CCCOP
- Instruction des dossiers d'assistance technique forfaitaire
- Résolution des tickets incidents relatifs à l'outil de gestion Osiris

Contrôle de la délégation de l'instruction confiée aux régions dans le cadre de la programmation FEADER 2023-2027 :

- → Contribuer au pilotage des travaux de rédaction, de mise à jour de la trame du document descriptif des systèmes de gestion et de contrôle portant les exigences de l'organisme payeur ;
- → Contribuer à la construction du cadre de contrôle de la délégation
- → Référent pour un des systèmes régional de gestion des aides

Référent thématique Leader et marchés publics :

- → Assurer la veille réglementaire et l'expertise de cas complexes
- → Rédiger des documents de synthèse, concevoir des outils de communication
- → Participer à des groupes d'experts dont notamment le GT LEADER
- → Contribuer la formation des autres agents



CHAMP RELATIONNEL

- → En interne : Directions régionales de l'ASP, les autres services de la direction, les autres directions de l'ASP
- → En externe : services des ministères de l'Agriculture, de l'écologie et les Régions, autorités régionales du FEADER

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Connaissance de l'environnement institutionnel européen et français
- → Connaissances des politiques agricoles, rurales et environnementales
- → Bonne maîtrise du réglementaire liés aux aides d'Etat
- → Connaissances en droit public



SAVOIR-FAIRE

- → Capacité d'écoute, sens des relations humaines
- → Capacité à établir des bilans, des indicateurs
- → Sens de l'organisation, réactivité
- → Capacité d'expertise
- → Capacité à travailler en équipe, en réseau et en mode projet
- → Capacité à transmettre des savoir-faire
- → Capacité rédactionnelle, de synthèse, d'adaptation et d'initiative



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Madame Sandrine DUPUY – DRH/SEEC - Conseillère en recrutement mobilité et formation – sandrine.dupuy@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 33
- Madame Agnès MOREAU – DDRP / SADRP - Cheffe du secteur SAFR (aides Feader régionalisées) – agnes.moreau@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 83
- Madame Anne TURLAN – DDRP / SADRP - Cheffe du Service des Aides au Développement Rural et à la Pêche – anne.turlan@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 87
- Madame Catherine MANSOUR - DDRP / MAF – Chargée de mission RH – catheirne.mansour@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 01 32

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de Services et de Paiement
Direction Financière Juridique et Logistique
2, rue du Maupas - 87040 Limoges Cedex 1

CHEF DE SERVICE ADJOINT (H/F)

N° du poste : L13055 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 3**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est à Limoges et comporte un réseau de 12 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer La Direction financière, juridique et logistique (DFJL) couvre notamment les domaines d'intervention suivants : le budget, son exécution et son pilotage ; la politique d'achat ; la comptabilité analytique ; la politique tarifaire ; la gestion immobilière et la logistique. Vous intégrerez le service appui à la gestion, contrôle interne et outils (SAGCIO). Ce service est composé de deux secteurs : le secteur Outils-AMAO (SO-AMOA) qui assure le pilotage, la maintenance, l'exploitation et l'assistance technique aux utilisateurs des outils métier de la DFJL ; le secteur Appui à la Gestion, Contrôle Interne et Archives (SAGCIA) qui assure une mission de conseil auprès des gestionnaires de la dépense et ordonnance l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'ASP. Ce secteur prépare et met en œuvre le contrôle interne au sein de la DFJL et pilote la politique d'archivage au niveau de l'établissement. Implanté à Limoges, le service s'appuie sur une équipe de 10 agents.
Objectifs du poste	Sous la responsabilité du chef de service et en étroite collaboration avec le chef du secteur Outils-AMAO, vous assurerez l'encadrement, le pilotage et l'animation des activités du service, des missions confiées et l'atteinte des objectifs.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Contribuer à l'organisation, au management et au suivi opérationnel des missions et des projets du service en supervisant l'atteinte de ses objectifs. Co-piloter et co-animer les équipes du service, remonter les alertes, anticiper et proposer des solutions Participer à la définition des objectifs assignés aux agents du service En appui au chef de service co-piloter l'administration fonctionnelle des outils métiers de la sphère DFJL

	Participer aux réunions de pilotage avec la MOA, la MOE et/ou les prestataires Participer au développement et à la mise en place des outils d'analyse, de pilotage et de valorisation de données. Assurer l'ordonnancement de l'ensemble des dépenses et d'une partie des recettes de l'établissement (hors recettes sur prestations de services) Mettre en œuvre le contrôle interne (définition et amélioration des procédures, identification et classification des risques, plan d'action) Représenter le service lors de réunions internes ou externes	
Champ relationnel du poste	Les directions du siège, les directions régionales, les différents services de la DFJL, les éditeurs de progiciels.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Techniques de management Méthodes de gestions de projet (méthodes agiles, testing, ...) Règles et techniques de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) Règles et processus du contrôle interne	Compétences managériales (notamment manager par objectifs et manager à distance) Rigueur, méthode, autonomie, anticipation et réactivité Capacité d'organisation et de pilotage Capacité à travailler en mode projet Force de proposition Capacité à rendre compte Compétences relationnelles et aptitude à la communication
Personnes à contacter	Thierry COTTIN, Directeur financier – Tél. : 05.55.12.03.72 – thierry.cottin@asp-public.fr Evelyne FAUGERAS, Directrice adjointe – Tél. : 05.55.12.03.57 – evelyne.faugeras@asp-public.fr Dimitri BEGOUT, Chef du service AGCIO – Tél. : 05.55.12.05.31 – dimitri.begout@asp-public.fr Céline GADY-FEYSSAT, DRH/SEEC Conseillère mobilité carrière – Tél. : 05.55.12.00.56 - mobilite@asp-public.fr	

(https://ofb.gouv.fr)

Hydrobiologiste spécialiste macroinvertébrés H/F

Référence : 2022/794

Affectation : Direction régionale Auvergne Rhône-Alpes

Catégorie : B

Résidence administrative : Clermont-Ferrand

Statut du poste : Vacant

Poste à pourvoir le : 01/01/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Chef du laboratoire.

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 054 € et 2 795 € brut par mois).

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 2 800 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :
- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

La direction régionale de l'Office français de la biodiversité en Auvergne-Rhône-Alpes regroupe près de 235 agents répartis sur tout le territoire.

Elle est structurée autour :

- - du siège à Bron, dans le Rhône (69) et une antenne à Lempdes dans le Puy-de-Dôme (63) ;
- - de 12 implantations de services départementaux qui permettent le maillage des 12 départements de la région : l'Ain, l'Allier, l'Ardèche, le Cantal, la Drôme, l'Isère, la Loire, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie ;
- - d'une unité spécialisée sur les milieux lacustres à Thonon-les-Bains (74) ;
- - de 3 réserves nationales de chasse et de faune sauvage (RNCFS) :
  - la RNCFS des Bauges en Savoie (73) et Haute-Savoie (74) cogérée par l'Office national des forêts, le Parc naturel régional des Bauges et l'OFB ;
  - la RNCFS de Belledonne en Isère (38), gérée par l'OFB ;
  - la RNCFS Donzère-Mondragon située entre les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, gérée par l'OFB.

La région Auvergne-Rhône-Alpes accueille également trois pôles d'étude et de recherche, situés à Birieux (01), Sévrier (74) et Gières (38) et spécialisés sur les ongulés sauvages et leurs habitats, sur les espèces à enjeux (loup et petits et moyens carnivores) ainsi que sur les galliformes de montagnes et les écosystèmes de montagne.

Les personnels de l'Unité Laboratoire seront rattachés au Service Connaissance de la Direction Régionale, en charge notamment des opérations de recueil de données sur les espèces et l'état des écosystèmes.

Mission

La recherche de l'atteinte du bon état nécessite une compétence technique de haut niveau des services de l'État et ses établissements publics pour assurer un suivi des milieux aquatiques, en appui à la définition des SDAGE et des Programmes de mesures, et pour permettre l'évaluation des politiques de l'eau.

Dans ce cadre, et en application de la circulaire relative à l'organisation des laboratoires d'hydrobiologie en DR OFB, l'agent, dans son domaine de compétences :

- Contribue à la mise en œuvre des réseaux de suivi et d'évaluation et à la production et bancarisation de données de qualité, sur le territoire régional, et plus particulièrement sur la partie du territoire régional située sur les bassins Loire-Bretagne et Adour-Garonne
- Participe à la définition et à l'évolution du système qualité du laboratoire à des fins d'accréditation
- Maintient ses compétences au meilleur niveau possible afin d'être en mesure de suivre l'évolution des méthodes et des normes
- Peut apporter son expertise auprès des partenaires du service dans le périmètre régional,
- Peut être amené à faire valoir son expertise dans des groupes de travail nationaux (en appui à la DR OFB) ou de bassin.

Sous l'autorité de la cheffe de l'unité laboratoire et en lien avec la responsable de la coordination de l'activité du site de Clermont-Ferrand, le titulaire aura en charge les activités suivantes, en liaison avec son domaine de compétence principal (niveau accréditation), les macro-invertébrés :

- Contribution à la définition et au suivi des réseaux d'évaluation de l'état des eaux superficielles sur le territoire régional, et plus particulièrement sur les bassins Loire-Bretagne et Adour-Garonne
- Réalisation des prélèvements pour le paramètre macro-invertébrés (autres paramètres en appui éventuel)
- Réalisation des analyses, rédaction des rapports d'essais macro-invertébrés, bancarisation des données
- Contribution au maintien de l'accréditation : maîtrise du système qualité, contribution à la rédaction des documents techniques de son compartiment et à l'évolution des documents qualité, participation aux essais inter laboratoires, essais croisés, revues de direction, audits, ...
- Contribution au contrôle des prestataires des Agences de l'Eau
- Participation aux réunions de programmation annuelle et de validation des résultats
- Contribution au développement de l'indice macro-invertébrés en plans d'eau
- Participation au GT invertébrés (réseau des invertébristes des laboratoires OFB)
- Contribution à des missions de connaissance et d'expertise définies au sein de l'unité laboratoire, en appui aux partenaires internes et externes

- Participation éventuelle aux autres actions du service connaissance.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Autres unités du service connaissance, en particulier l'Unité Suivi Milieux Peuplements

- Services départementaux et régionaux de la direction régionale

- Directions nationales (Direction de la Recherche et de l'Appui Scientifique, Direction de la Surveillance, de l'Évaluation et des Données)

- Pôles scientifiques et techniques, groupes de travail, réseaux internes

- Services régionaux connaissance d'autres directions régionales

Relations externes :

- Services déconcentrés de l'État (DDT, DREAL), agences de l'eau

- Bureaux d'étude chargés des prestations en hydrobiologie

- Collectivités territoriales, Syndicats de rivières

- Experts nationaux et internationaux en taxonomie (centre de recherche, universités)

- Agence régionale de la biodiversité.

Profil recherché

- Fonctionnaire de catégorie B ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau bac minimum.
- Formation de biologiste avec spécialisation en hydrobiologie (invertébrés)
- Bonne forme physique pour la partie terrain

Compétences et qualités requises

Compétences techniques

- Connaissances générales en écologie aquatique
- Connaissances techniques et scientifiques dans les domaines de compétences de l'agent (protocoles analytiques, détermination)
- Maîtrise du fonctionnement et entretien des matériels mis à disposition
- Pratique de la démarche qualité
- Connaissance de la Directive Cadre sur l'Eau

Compétences transversales

- Capacités d'organisation, rigueur
- Aptitude au travail en cours d'eau - savoir nager (obligatoire)
- Maîtrise des outils informatiques généraux
- Maîtrise des procédures hygiène et sécurité
- Permis B

Compétences relationnelles

- Esprit d'équipe
- Sens de l'écoute
- Rendre compte à sa hiérarchie

Conditions d'exercice / sujétions particulières

Déplacements réguliers en région et ponctuellement en France.

Contacts :

Brigitte GENIN – Cheffe de l'unité laboratoire

brigitte.genin@ofb.gouv.fr (mailto:brigitte.genin@ofb.gouv.fr)

Élisabeth COURT – Responsable de la coordination de l'activité du site de Clermont-Ferrand - DR AURA

elisabeth.court@ofb.gouv.fr (mailto:elisabeth.court@ofb.gouv.fr)

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
- Lettre de motivation
- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu

Contacts :

Guillaume MEDEREL– Chef du laboratoire d'hydrobiologie – DR Nouvelle-Aquitaine

guillaume.mederel@developpement-durable.gouv.fr (mailto:guillaume.mederel@developpement-durable.gouv.fr)

Emilie BREUGNOT – Cheffe adjointe du Service Connaissances – DR Nouvelle-Aquitaine

Emilie.breugnot@ofb.gouv.fr (mailto:Emilie.breugnot@ofb.gouv.fr)

JLER (HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/794/1/HYDROBIOLOGISTE-SPECIALISTE-MACROINVERTEBRES-H-F)

(https://ofb.gouv.fr)

Hydrobiologiste spécialiste diatomées H/F

Référence : 2022/793

Affectation : Direction régionale Auvergne Rhône-Alpes

Catégorie : B

Résidence administrative : Clermont-Ferrand

Statut du poste : Vacant

Poste à pourvoir le : 01/01/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Chef du laboratoire.

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 054 € et 2 795 € brut par mois).

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 2 800 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :
- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

La direction régionale de l'Office français de la biodiversité en Auvergne-Rhône-Alpes regroupe près de 235 agents répartis sur tout le territoire.

Elle est structurée autour :

- - du siège à Bron, dans le Rhône (69) et une antenne à Lempdes dans le Puy-de-Dôme (63) ;
- - de 12 implantations de services départementaux qui permettent le maillage des 12 départements de la région : l'Ain, l'Allier, l'Ardèche, le Cantal, la Drôme, l'Isère, la Loire, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie ;
- - d'une unité spécialisée sur les milieux lacustres à Thonon-les-Bains (74) ;
- - de 3 réserves nationales de chasse et de faune sauvage (RNCFS) :
  - la RNCFS des Bauges en Savoie (73) et Haute-Savoie (74) cogérée par l'Office national des forêts, le Parc naturel régional des Bauges et l'OFB ;
  - la RNCFS de Belledonne en Isère (38), gérée par l'OFB ;
  - la RNCFS Donzère-Mondragon située entre les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, gérée par l'OFB.

La région Auvergne-Rhône-Alpes accueille également trois pôles d'étude et de recherche, situés à Birieux (01), Sévrier (74) et Gières (38) et spécialisés sur les ongulés sauvages et leurs habitats, sur les espèces à enjeux (loup et petits et moyens carnivores) ainsi que sur les galliformes de montagnes et les écosystèmes de montagne.

Les personnels de l'Unité Laboratoire seront rattachés au Service Connaissance de la Direction Régionale, en charge notamment des opérations de recueil de données sur les espèces et l'état des écosystèmes.

Mission

La recherche de l'atteinte du bon état nécessite une compétence technique de haut niveau des services de l'État et ses établissements publics pour assurer un suivi des milieux aquatiques, en appui à la définition des SDAGE et des Programmes de mesures, et pour permettre l'évaluation des politiques de l'eau.

Dans ce cadre, et en application de la circulaire relative à l'organisation des laboratoires d'hydrobiologie en DR OFB, l'agent, dans son domaine de compétences :

- Contribue à la mise en œuvre des réseaux de suivi et d'évaluation et à la production et bancarisation de données de qualité, sur le territoire régional, et plus particulièrement sur la partie du territoire régional située sur les bassins Loire-Bretagne et Adour-Garonne
- Participe à la définition et à l'évolution du système qualité du laboratoire à des fins d'accréditation
- Maintient ses compétences au meilleur niveau possible afin d'être en mesure de suivre l'évolution des méthodes et des normes
- Peut apporter son expertise auprès des partenaires du service dans le périmètre régional,
- Peut être amené à faire valoir son expertise dans des groupes de travail nationaux (en appui à la DR OFB) ou de bassin.

Sous l'autorité de la cheffe de l'unité laboratoire et en lien avec la responsable de la coordination de l'activité du site de Clermont-Ferrand, le titulaire aura en charge les activités suivantes, en liaison avec son domaine de compétence principal (niveau accréditation), les diatomées :

- Contribution à la définition et au suivi des réseaux d'évaluation de l'état des eaux superficielles sur le territoire régional, et plus particulièrement sur les bassins Loire-Bretagne et Adour-Garonne
- Réalisation des prélèvements pour le paramètre diatomées (autres paramètres en appui éventuel)
- Réalisation des analyses, rédaction des rapports d'essais diatomées, bancarisation des données
- Contribution au maintien de l'accréditation : maîtrise du système qualité, contribution à la rédaction des documents techniques de son compartiment et à l'évolution des documents qualité, participation aux essais inter laboratoires, essais croisés, revues de direction, audits, ...
- Contribution au contrôle des prestataires des Agences de l'Eau
- Participation aux réunions de programmation annuelle et de validation des résultats
- Contribution au développement de l'indice diatomées en plans d'eau
- Contribution à l'interprétation et la valorisation des résultats concernant l'état écologique des eaux
- Participation au GT diatomées (réseau des diatomistes des laboratoires OFB)
- Contribution à des missions de connaissance et d'expertise définies au sein de l'unité laboratoire en appui aux partenaires internes et externes

- Participation éventuelle aux autres actions du service connaissance

---

Relations liées au poste

Relations internes :

- Autres unités du service connaissance, en particulier l'Unité Suivi Milieux Peuplements

- Services départementaux et régionaux de la direction régionale

- Directions nationales (Direction de la Recherche et de l'Appui Scientifique, Direction de la Surveillance, de l'Évaluation et des Données)

- Pôles scientifiques et techniques, groupes de travail, réseaux internes

- Services régionaux connaissance d'autres directions régionales

Relations externes :

- Services déconcentrés de l'État (DDT, DREAL), agences de l'eau

- Bureaux d'étude chargés des prestations en hydrobiologie

- Collectivités territoriales, Syndicats de rivières

- Experts nationaux et internationaux en taxonomie (centre de recherche, universités)

- Agence régionale de la biodiversité.

Profil recherché

- Fonctionnaire de catégorie B ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau bac minimum.
- Formation de biologiste avec spécialisation en hydrobiologie (diatomées).
- Bonne forme physique pour la partie terrain.

Compétences et qualités requises

Compétences techniques

- Connaissances générales en écologie aquatique
- Connaissances techniques et scientifiques dans les domaines de compétences de l'agent (protocoles analytiques, détermination)
- Maîtrise du fonctionnement et entretien des matériels mis à disposition
- Pratique de la démarche qualité
- Connaissance de la Directive Cadre sur l'Eau

Compétences transversales

- Capacités d'organisation, rigueur
- Aptitude au travail en cours d'eau - savoir nager (obligatoire)
- Maîtrise des outils informatiques généraux
- Maîtrise des procédures hygiène et sécurité
- Permis B

Compétences relationnelles

- Esprit d'équipe
- Sens de l'écoute
- Rendre compte à sa hiérarchie

Conditions d'exercice / sujétions particulières

Déplacements réguliers en région et ponctuellement en France.

Contacts :

Brigitte GENIN – Cheffe de l'unité laboratoire

brigitte.genin@ofb.gouv.fr (mailto:brigitte.genin@ofb.gouv.fr)

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
- Lettre de motivation
- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu

Contacts :

Guillaume MEDEREL– Chef du laboratoire d'hydrobiologie – DR Nouvelle-Aquitaine

guillaume.mederel@developpement-durable.gouv.fr (mailto:guillaume.mederel@developpement-durable.gouv.fr)

Emilie BREUGNOT – Cheffe adjointe du Service Connaissances – DR Nouvelle-Aquitaine

Emilie.breugnot@ofb.gouv.fr (mailto:Emilie.breugnot@ofb.gouv.fr)

POSTULER (HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/793/1/HYDROBIOLOGISTE-SPECIALISTE-DIATOMEES-H-F)

Mise à disposition auprès du SGAE

Adjoint auprès du chef de bureau EEC (Energie, Environnement, Climat) en charge des questions d'environnement

N° du poste :
Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2

Poste potentiellement vacant à pourvoir pour le 1er janvier 2023
Durée de l'engagement : 3 ans

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Le SGAE est le service du Premier ministre chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes et les activités de l'OCDE. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne et à l'OCDE. Aujourd'hui, sa mission de coordination interministérielle sur les dossiers européens s'étend à tous les domaines couverts par le traité de Lisbonne (hors politique étrangère et de sécurité commune).
OBJECTIFS DU POSTE	Le(la) titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de bureau, chargé(e) de la coordination interministérielle pour les questions européennes d'une partie des dossiers relatifs à l'environnement (environnement, nature), le portefeuille environnement étant partagé avec un second adjoint.
DESCRIPTION DES THEMATIQUES DANS LE CHAMP DU POSTE	- protection de la nature et biodiversité continentale et marine (Natura 2000, écosystèmes, espèces, ressources génétiques, négociations internationales, précontentieux européens, ...) - eau (directive cadre, eau potable, eaux souterraines, eaux résiduaires urbaines, nitrates, négociations internationales, précontentieux européens, etc.) - évaluation d'impacts et accès à l'information environnementale, à la justice en matière environnementale et participation du public en matière environnementale (dont négociations internationales, précontentieux européens, etc.) - organismes génétique modifiés (directives 2001/18 et 2009/41, nouvelles techniques de génomique, négociations internationales, précontentieux européens, etc.) en coordination avec le bureau chargé de l'agriculture.
PRINCIPALES ACTIVITES	-Dans son secteur d'activité, il (elle) aura à assurer le suivi des calendriers de négociation, la coordination des positions françaises. l'établissement de notes d'orientation et des notes d'instructions à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union

	Européenne et de réponses à la Commission européenne après concertation des départements ministériels, la préparation de réunions interservices d'arbitrage et la rédaction de leurs comptes-rendus, l'élaboration de notes de synthèse et de position pour divers types de dossiers, la participation éventuelle à des réunions organisées par le Conseil de l'Union européenne ou le cabinet du Premier Ministre, ainsi que le suivi des transpositions des directives et des précontentieux correspondants ou liés à la mise en œuvre du droit de l'Union européenne. Il (elle) devra être prêt(e) à être exposé(e) très fréquemment à des amplitudes horaires étendues, à faire face à des échéances strictes et rapprochées et à organiser et prioriser son travail en fonction de ces échéances.
COMPETENCES LIEES AU POSTE	- Connaissance de l'administration (française et européenne) - Maîtrise de l'anglais - Maîtrise de l'outil informatique - Environnement et développement durable - Aptitude à travailler en mode projet et à animer un réseau
SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE	- Négociation - Coordination ministérielle - Esprit de synthèse - Rédaction claire et précise - Investissement rapide de thématiques diverses
PERSONNES A CONTACTER	**Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV et leur lettre de motivation à :** - François GIBELLI, Chef de Bureau EEC au SGAE, francois.gibelli@sgae.gouv.fr - Karine SERREC, DGPE, Sous-directirice Europe, karine.serrec@agriculture.gouv.fr - Sébastien RIHANI, Chargé de mission Réseau international, sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

Institut d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Alimentation, Santé Animale, Sciences Agronomiques et de l'Environnement (VetAgro Sup)
Ecole Nationale des Services Vétérinaires (ENSV-FVI)
1 avenue Bourgelat – 69280 MARCY L'ETOILE

Chargé de « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires »

Cotation du poste : A3 **Mise à disposition Catégorie A ou A +**

Début de mission estimée : 1er novembre 2022 Affectation géographique : Paris ou Marcy l'Etoile (69)

Profil statutaire : ISPV, IPEF, IAE, …

Groupe Rifseep selon le corps, si poste basé en Ile-de-France			
IPEF : G3.2	ISPV : G2.2	IAE : G2	AAE : G2

MISSIONS DE LA STRUCTURE	L'Ecole Nationale des Services Vétérinaires (ENSV-FVI) est, depuis 1973, l'école d'application du corps des Inspecteurs de Santé Publique Vétérinaire (ISPV). Centre collaborateur de l'OIE (organisation mondiale de la santé animale) pour la formation des vétérinaires officiels, elle est une référence mondiale en matière de formation des cadres opérationnels des services vétérinaires. Depuis le 1er janvier 2020, elle comprend également un service « France Vétérinaire International », qui poursuit au sein de l'ENSV-FVI, sur trois sites géographiques (Marcy l'Etoile, Paris, Montpellier) une activité de valorisation à l'international de l'expertise vétérinaire française. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du service FVI est constituée de 7 ETP (5 ETP cadres et 2 ETP assistants de gestion). Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, l'équipe FVI mobilise chaque année environ 100 experts court-terme (1 à 2 semaines) pour environ 250 missions annuelles, ainsi que quelques permanents résidents ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents de jumelage, assistants) et organise l'accueil de délégations étrangères.
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste est, sous l'autorité du directeur et du directeur adjoint de l'ENSV-FVI et dans le champ de compétence qui lui est confié, chargé de l'identification d'opportunités de projets, de l'élaboration des offres et de leur présentation, ainsi que, lorsque l'offre est remportée, du suivi de la mise en œuvre des projets de coopération dans lesquels sont mobilisés des experts issus des différents membres de FVI. Son champ de compétence peut être géographique, méthodologique (un type de projet, par exemple les jumelages entre services vétérinaires), thématique ou encore une combinaison des trois.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	La responsabilité du titulaire concerne : - La veille internationale et l'identification d'opportunités de projets correspondant au savoir-faire, à l'objet social de FVI, et à la stratégie des membres de la commission internationale ENSV-FVI et notamment celle du MAA ; - La sélection d'experts volontaires et le montage d'une offre, généralement dans le cadre d'un consortium avec d'autres opérateurs (bureaux d'études ou institutions partenaires) français ou étrangers, dont il lui revient d'identifier la composition ; la présentation de l'offre au bailleur de fonds et, en cas de succès : - La préparation du contrat d'exécution du projet dans tous ses aspects : techniques, administratifs, comptables et financiers ; - Le pilotage de la mise en œuvre du projet, en relation étroite avec l'institution du pays bénéficiaire, les partenaires du consortium, les personnels permanents (chef de projet, conseillers résidents de jumelage, assistants) et les experts mobilisés chez les membres et, le cas échéant chez les membres du consortium lorsque FVI est en position de leader du consortium ; la participation aux comités de pilotage du projet ; - Le suivi administratif, contractuel, comptable et financier du projet, avec l'aide d'un assistant de gestion de l'équipe de FVI, la supervision des comptes rendus techniques et financiers du projet ; il est également chargé d'organiser l'audit externe (comptable ou/et technique). Son portefeuille de projets représente une dizaine d'opérations. La qualité du pilotage de

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">projets repose sur :
- Une compréhension des contraintes financières, budgétaires et de comptabilité publique, qui peut s'acquérir rapidement au contact des autres agents de FVI ;
- Une attention portée aux enjeux techniques, politiques et financiers et à la responsabilité endossée par FVI dans la signature d'un contrat d'exécution avec un bailleur de fonds ;
- Une relation « managériale » avec une centaine d'experts, permettant d'apprécier avec eux leurs compétences mobilisables dans le cadre international, leur adaptation à un contexte interculturel, les modalités pratiques de réalisation de la mission pour l'obtention du résultat attendu, les conditions de rémunération, etc.
Il travaille en lien étroit avec les autres agents de l'équipe FVI et participe aux activités transversales de l'équipe :
- Définition de stratégie, de la communication et des actions de « lobbying » ;
- Maintien des relations institutionnelles, contractuelles et opérationnelles avec les membres de la commission internationale ENSV-FVI, les services compétents des pays bénéficiaires de projets, les opérateurs partenaires, le réseau d'experts, etc. ;
- Rapports d'activité techniques et financiers pour les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale du GIP FVI ; etc.

Déplacements à Paris, Lyon, Montpellier ainsi qu'à l'étranger dans le cadre du suivi des projets, de missions de prospectives ou d'expertise propre.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Membres de la commission internationale FVI : Etat (CGAAER, DGPE, DGAL et DGER du MASA ; DGM du MEAE), autres membres publics (ADILVA ; ANSES ; CIRAD ; ENVA ; VetAgro Sup ; Oniris ; ENVT ; INFOMA), membres « privés » (SNGTV ; AVSF ; SIMV ; Institut de l'Elevage) et leurs experts ; partenaires nationaux et internationaux institutionnels (OIE, FAO, Com. Européenne, Pays tiers, …) ou privés (bureaux d'études, cocontractants de consortium, …).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- maîtrise de l'anglais nécessaire ;
- capacité rédactionnelle et réactivité pour les réponses aux appels d'offres.</td><td>- aptitude prononcée pour le travail en équipe et la communication ; aptitude affirmée pour les relations avec membres et partenaires de FVI ;
- capacité d'innovation et autonomie ; maîtrise des outils informatiques courants ;
- expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ;
- souhaité : expérience de coopération internationale</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à fvi@vetagro-sup.fr avant le 12 octobre 2022</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Nathalie GUERSON, Directrice de l'ENSV-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile.
Tél : 04.78.25.45 – nathalie.guerson@vetagro-sup.fr

Sabine DIDIERLAURENT, Directrice adjointe de l'ENSV-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – sabine.didierlaurent@vetagro-sup.fr

Charles MARTINS-FERREIRA, Direction générale de l'alimentation, Sous-Directeur de l'Europe, de l'international et de la gestion intégrée du risque. Tel 01.49.55.81.20 charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr

Pierre PRIMOT, Direction générale de l'alimentation, Sous-Directeur adjoint de l'Europe, de l'international et de la gestion intégrée du risque. Tel 01 49 55 45 26 pierre.primot@agriculture.gouv.fr</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">http://www.france-vet-international.fr http://formation-elevage-suds.cirad.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE L'ALIMENTATION ET DE LA FORET PAYS DE LA LOIRE

Contrôleur pluri-filières

DRAAF Pays de la Loire/Service régional de l'économie agricole et des filières (SREAF) /Pôle Gestion des dispositifs européens et Contrôles

N° appel à candidature : 20456	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste vacant au 01/12/2022	**Localisation : Angers (49)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le Service régional d'économie agricole et des filières des Pays de la Loire regroupe les missions de la DRAAF (animation des filières agricoles, missions relatives à l'environnement, à la forêt et aux affaires rurales) et les missions de FranceAgriMer (FAM) en service territorial. Le pôle Gestion des dispositifs européens et Contrôles est composé uniquement d'agents FAM en charge de l'instruction des aides de l'OMC vitivinicole, de la mission Bois et Plants de vigne, et des contrôles (administratifs et terrain) dans les filières viticoles, fruits et légumes, céréales, élevage, programme sociaux, etc.

Objectifs du poste

- Mettre en œuvre individuellement ou en binôme les actions et procédures nécessaires à la réalisation des contrôles et au respect des dispositions communautaires et nationales. Ce poste implique de nombreux déplacements sur le terrain notamment sur la région des Pays de la Loire, et plus ponctuellement sur d'autres régions.

- Susceptible d'être mobilisé sur tout type de contrôle de la compétence de la DRAAF et de FranceAgriMer en cas de crise.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Missions et activités principales :

En fonction des besoins du service et des périodes de l'année :
- Contrôles dans le secteur viticole : restructuration du vignoble, aides aux investissements, bois et plants de vigne
- Contrôles dans le secteur fruits et légumes : fonds opérationnels, mesures de crise (retrait, non récolte, etc)
- Eventuellement, en fonction du profil du candidat : contrôles dans le secteur élevage (stocks, interventions communautaires, cotations, équarrissage, Pesée Classement Mesurage)
- Susceptible d'être mobilisé sur tous les secteurs de la DRAAF et de FranceAgriMer en cas de crise.

Relations fonctionnelles du poste :

- Relations avec les professionnels et les structures professionnelles des filières,
- Relations avec les services du siège de FranceAgriMer

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances
- Bonne connaissance des filières et des réglementations nationales et communautaires ;
- Connaissance du contexte d'organisme payeur ;
- Connaissances comptables.

Savoir-faire / Maîtrise
- Sens de l'organisation ;
- Capacité à rechercher l'information et la documentation pertinente, à la partager et la transmettre ;
- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse ;
- Connaissance des outils informatiques bureautiques nécessaires ou spécifiques à l'activité ;
- Bon relationnel, rigueur et disponibilité.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Déplacements fréquents dans la région Pays de la Loire, et ponctuellement, dans les régions limitrophes. Permis B demandé.

Poste clé[1] :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non X
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non X

Personnes à contacter

Madame Patricia BOSSARD, responsable de service du SREAF - Numéro de téléphone : 02.72.74.71.70
Adresse : DRAAF Pays de la Loire 5, rue Françoise Giroud, CS 67516, 44275 NANTES cedex 2
Mail : patricia.bossard@agriculture.gouv.fr

Madame Claire LAUGA, chef du pôle « gestion des dispositifs européens et contrôles » - Numéro de téléphone : 02.41.72.32.08 - Adresse : DRAAF Pays de la Loire 10 rue Le Nôtre - CS 74414 - 49044 Angers Cedex 1
Mail : claire.lauga@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/09/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études pêche et aquaculture

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Pêche

N° appel à candidature : 20455	**Catégorie : A**
Classement parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation : Montreuil**

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

La Direction des Interventions est chargée de gérer des mesures d'aide européennes et nationales. Dans ce cadre, l'unité « pêche » gère des aides à destination des filières de la pêche et de l'aquaculture au titre du Fonds Européen des Affaires Maritimes et de la Pêche (FEAMP) (et à partir de 2022 du Fonds Européen des Affaires Maritimes de la Pêche et de l'Aquaculture (FEAMPA)), du plan de relance et de l'aide aux pêcheurs professionnels en eau douce. Elle assure également la gestion du Fonds National de Cautionnement des Achats et le suivi de l'Ecolabel Pêche Durable. La bonne utilisation de ces crédits est contrôlée à plusieurs niveaux par des corps de contrôle nationaux et européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

- Participer aux travaux de mise en œuvre opérationnelle du FEAMPA et à la sécurisation des procédures de ce dispositif
- Intervenir dans la gestion des dossiers du FEAMPA pour une partie des mesures gérées par l'unité « Pêche »
- Finaliser la gestion des dossiers du FEAMP pour tout ou partie des mesures gérées par FranceAgriMer
- Venir en appui, le cas échéant, sur d'autres dispositifs gérés par l'unité « Pêche »

Missions et activités principales :

- Réaliser le contrôle administratif des dossiers de demande d'aide et de paiement de dispositifs gérés au sein de l'unité
- Etre référent sur certaines mesures du FEAMP ou du FEAMPA et accompagner les agents de l'unité sur ces mesures
- Participer à l'élaboration et à l'adaptation des procédures de gestion des dispositifs dont le/la chargé(e) d'étude est référent(e)
- Participer aux travaux d'audits des dispositifs, répondre aux auditeurs et faire, le cas échéant, des retours d'expériences sur ces travaux pour améliorer les dispositifs
- Instruire et superviser si nécessaire des dossiers traités par l'unité.
- Participer à d'autres travaux de l'unité en tant que de besoin

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (en particulier la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture) et les bénéficiaires professionnels et institutionnels des dispositifs

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance sur la gestion des aides publiques et la réglementation nationales et européenne s'y afférent
- Connaissance de la filière pêche et aquaculture appréciée mais non obligatoire

Savoir-faire /Maîtrise

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Capacité rédactionnelle et d'analyse
- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires
- Rigueur dans la mise en œuvre des procédures

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac +3 validé pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, Chef de service
Thierry.janvier@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 29 80

Sophia M'HIMDI, Cheffe de l'unité Pêche
sophia.mhimdi@franceagrimer.fr – Tél: 01 73 30 20 98

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

DATE LIMITE DE CANDIDATURE :30/09/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire Instruction Liquidation

Direction des interventions/Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles/Unité restructuration, gestion des excédents et des sous-produits de la vinification – délégation de Libourne/Pôle distillation

N° appel à candidature : 20454	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des secrétaires et administratifs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation : Libourne (33500)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction des Interventions, composée de 6 services, est essentiellement chargée de la préparation, de l'engagement et de l'ordonnancement des dépenses et des recettes pour les aides nationales et communautaires. Elle organise également les contrôles sur place de ces mesures et gère certaines interventions ne donnant pas lieu à des paiements.
Le service de « gestion du potentiel viticole et d'amélioration des structures vitivinicoles » a en charge plusieurs des mesures d'aides relevant de l'OCM Vitivinicole : aide à la restructuration du vignoble, aide à la distillation des sous-produits, aide aux investissements, ainsi qu'à partir du 01/01/2016, la délivrance des autorisations de plantation de vignes. L'unité « restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification » a précisément pour missions la supervision et l'ordonnancement des dossiers d'aide à la restructuration du vignoble, la gestion de l'intégralité de la mesure d'aide à la distillation des sous-produits de la vinification

Objectifs du poste

Contrôler et superviser la liquidation des dossiers d'aides et vérifier la correcte application des procédures d'instruction et de contrôle sur place préalablement à l'ordonnancement des dossiers par l'assistant ou le chef de pôle avant remise à l'unité fonctionnelle « aides vitivinicoles ».
Assurer la coordination avec les liquidateurs dans les services territoriaux, avec les gestionnaires du pôle en concertation permanente avec le chef de pôle et l'unité en charge du pilotage. Assurer l'examen des cas particuliers.
Cette mission s'exerce prioritairement sur les dossiers de restructuration/reconversion du vignoble instruits et liquidés dans les services territoriaux de l'établissement.
Elle peut en tant que de besoins s'exercer sur les dossiers de distillations communautaires, instruits et liquidés par la délégation nationale de Libourne

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Missions et activités principales :

Réceptionner et instruire les dossiers d'aides à la distillation et liquider les montants dus.
Concourir à l'ordonnancement des titres de recettes résultant de la mise en œuvre des sanctions relatives à la conditionnalité des aides dans le cadre de l'aide à la restructuration, ainsi que de la mise en œuvre des sanctions relatives aux autorisations de plantations

Relations fonctionnelles du poste :

Contacts avec l'encadrement hiérarchique, les services instructeurs des services territoriaux, les bénéficiaires, les agents des autres pôles de l'unité, les agents des autres services exerçant leur activité sur le site

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Réglementations spécifiques aux mesures gérées
Procédures spécifiques aux mesures gérées
Applications informatiques métiers, et outils bureautiques Word, Excel, BO

Savoir-faire / Maîtrise

Capacité d'organisation et planification des tâches
Capacité rédactionnelle
Capacité d'analyse et de synthèse
Rigueur dans l'exécution des tâches
Maitrise des applications informatiques métiers et bureautiques

*** Savoir être ***

- autonomie et goût du travail en équipe
- capacité d'adaptation aux contraintes du service
- respect de la confidentialité
- capacité d'écoute et de partage des connaissances
- maitrise de la communication et professionnalisme dans les réponses

Diplôme – Expérience professionnelle

A compléter en cas de souhait de recruter un agent contractuel

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Emilie BOURIEAU chef du service GPASV
01 73 30 20 72
emilie.bourieau@franceagrimer.fr

Marie-Ange DULUC chef d'unité restructuration – gestion des excédents et sous-produits de la vinification – délégation nationale Libourne
01.73.30.36.20
marie-ange.duluc@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilitE@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

La délégation de FranceAgriMer à Libourne est située dans une zone d'activité en périphérie du centre, à 3,5 km de la gare, et à 2,5 km de l'accès à l'autoroute A89..

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
La délégation de Libourne permet un accès à un service local de restauration proposant des tarifs préférentiels aux agents.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/09/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire instruction liquidation Aide aux plus démunis

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité / Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 20453	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des secrétaires et administratifs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

Au-delà de ses missions pour les secteurs agriculture et pêche, FranceAgriMer opère également, pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) du Ministère en charge des solidarités, la gestion de l'aide alimentaire dans le cadre du Fonds Social Européen Plus (FSE+). Cette mission a été confirmée à compter de 2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

pour toute la période de programmation (7 ans). Dans ce cadre, l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des interventions de FranceAgriMer achète, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Le pôle Aides aux plus démunis est organisé avec une cellule qualité qui s'assure de la conformité des denrées achetées, une cellule logistique qui assure l'acheminement des denrées et une cellule marchés qui assure l'instruction des demandes de paiements des fournisseurs. L'unité est composée de 25 agents, dont 11 dans le pôle « aide aux plus démunis ».

Objectifs du poste

- Contribuer, dans le respect des procédures et des délais réglementaires, à la gestion de l'aide alimentaire sur le budget national et communautaire (livraison et stockage d'environ de 80 000 tonnes par an de denrées en France et dans les DOM).
- Contribuer à la gestion des demandes de subvention à l'Union Européenne qui sont la base du financement du dispositif.

Missions et activités principales :

- Gestion, instruction, liquidation des dossiers des demandes de paiement (DP), factures et bons de livraisons pour justifier le service fait ;
- Suivi administratif des analyses sanitaires pour les produits qui le nécessite ;
- Rédaction de courrier d'ouverture de procédure contradictoire en lien avec les pénalités définies dans les marchés publics passés avec les fournisseurs;
- Gestion, instruction et transmission des demandes de subvention à l'Union Européenne;
- Appui du responsable de cellule pour le paramétrage des applications de gestion, le recettage informatique et la mise en place des procédures de gestion de la mesure;
- Apporter, en tant que de besoin, un soutien en gestion sur les dispositifs mis en œuvre dans l'unité et dans le service

Relations fonctionnelles du poste

- Attributaires des marchés, associations caritatives.
- Agence comptable, service informatique et Délégation « Certification de Service fait ».
- Tous les agents du service.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Techniques de rédaction administrative
Notions de gestion budgétaire et comptable
Notions de contrôle interne

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin aux candidats pour s'approprier les domaines d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire

Analyser une information, un document, une réglementation
Mettre en œuvre une procédure, une réglementation
Organiser une activité afin de maitriser les délais
Utiliser des applications informatiques

Savoir-être

Rigueur
Esprit d'équipe
Qualités relationnelles
Savoir rendre compte

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat
Expérience dans fonction similaire souhaitée

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Christophe DASSIE, chef du service certificats, marchés et qualité
Tel : 01 73 30 22 51 courriel : christophe.dassie@franceagrimer.fr

Cécile HERBILLON, cheffe de l'unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie
Tel: 01 73 30 23 80 courriel : cecile.herbillon@franceagrimer.fr

Mélanie GUITARD, adjointe à la cheffe de l'unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie
Tel: 01 73 30 22 29 courriel : melanie.guitard@franceagrimer.fr

Céline FRANÇOISE, responsable du pôle aide aux plus démunis
Tel : 01 73 30 27 35 courriel : celine.francoise@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tel: 01.73.30.22.35 courriel : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/09/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de projet MOA Cotations animales

Direction Marchés, études et prospective/Service Analyse économique des filières et OFPM/ Unité Élevage

N° appel à candidature : 20440	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication	
Vacant	**Localisation :** FranceAgriMer Siège 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.
Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en oeuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

La direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.

Au sein du service Analyse économique des filières et OFPM, l'unité Élevage regroupe 11 personnes, chargées du recueil de données économiques dans les secteurs des produits de l'élevage, du suivi des marchés et de la conduite d'études économiques sur les productions animales, viandes et laits et produits divers issus de l'élevage. Elle assure notamment le pilotage et la gestion des dispositifs de recueil des données relatives aux cotations animales.

Objectifs du poste

- Assurer la maîtrise d'ouvrage métier (MOA) des réformes des dispositifs de cotations animales et notamment la mise en œuvre du règlement UE « transparence des marchés » et les évolutions des applications informatiques relatives aux cotations viandes : réforme des cotations des gros bovins maigres, des porcs charcutiers, refonte de l'application Cotation2…
- En lien avec le responsable des cotations animales, suivre les évolutions réglementaires des dispositifs de cotations viandes pour anticiper et préparer les évolutions des dispositifs et des applications informatiques

- Suppléer le responsable des cotations animales dans la gestion des dispositifs nationaux de cotations viandes, en cas d'absence
- Participer à l'animation du réseau des correspondants internes FranceAgriMer (services régionaux et siège) et externes qui participent aux dispositifs des cotations animales

Missions et activités principales :

- Suivre, en lien avec le responsable des cotations animales, l'évolution du cadre réglementaire (UE et national) des dispositifs nationaux des cotations animales pour anticiper et préparer les évolutions des dispositifs et des applications informatiques relatifs aux cotations viandes, en lien avec les représentants professionnels et en collaboration avec les services du ministère de l'agriculture
- Prévoir et participer à la conception et à la mise en œuvre des évolutions de procédures et assurer la maîtrise d'ouvrage métier (MOA) des réformes et des évolutions informatiques nécessaires, notamment dans le cadre de la réforme des cotations gros bovins maigres et du règlement « transparence des marchés » : expressions de besoin, recette des applications informatiques, accompagnement du changement…
- Assurer la suppléance du responsable des cotations animales pendant ses absences
- Participer à la définition du programme de contrôle des cotations animales et au traitement des suites de contrôle
- Participer aux réunions et assurer les présentations concernant les missions du poste
- Représenter en interne et en externe sur les missions du poste

Relations fonctionnelles du poste

- Interne à FranceAgriMer : toutes Directions et Services régionaux, délégués filières, …
- Ministère Agriculture : bureaux produits, directions et services régionaux
- Europe et International : administrations et autres.
- Professionnels : abatteurs, organisations professionnelles et interprofessionnelles
- Prestataires externes.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maîtrise du dispositif des cotations viandes et de la réglementation y afférent
- Connaissances en traitement de l'information (données) et en analyse statistique
- Principes de droit (européen, national, administratif…)

Savoir-faire / Maîtrise

- Bonnes capacités d'organisation
- Pilotage ou conduite de projet
- Capacités d'animation de réseau
- Bon relationnel avec des interlocuteurs de profils variés
- Maîtrise de l'application de gestion des cotations animales
- Maîtrise des outils de traitement des données (SAS)

Contraintes du poste :

Le poste requiert un niveau élevé de suivi, contrôle, réactivité et respect de délais contraints au regard de différentes échéances réglementaires (notifications UE notamment).
Suppléance du responsable des cotations animales en cas d'absence

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Florian Giraud, chef de l'unité Élevage florian.giraud@franceagrimer.fr
Cécile Guillot, Cheffe du Service Analyse économique des filières et OFPM cecile.guillot@franceagrimer.fr

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement 01.73.30.22.35 Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/09/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Affaires juridiques

N° appel à candidature : 20394	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant **Prise de fonction souhaitée dès que possible**	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le poste proposé est rattaché à l'Unité des affaires juridiques au sein du service juridique et de coordination communautaire Cette unité est chargée d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).

Objectifs du poste

Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Etablissement

Missions et activités principales :

- Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions, représentation de l'Etablissement aux audiences et auprès des autorités de justice et de police.
- Assistance juridique : actions de conseil juridique de la direction et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Etablissement, le Ministère chargé de l'agriculture ou les acteurs des filières agricoles, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières.

Relations fonctionnelles du poste :

- l'agence comptable
- les autres services de l'établissement (siège ou région)
- les professionnels, le Ministère chargé de l'agriculture
- les avocats de l'Etablissement
- les autorités de justice et de police

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

– Droit public ou communautaire (Diplôme de troisième cycle universitaire)
– Procédures contentieuses, notamment administratives - une 1ère expérience en la matière serait appréciée
– Connaître les autres branches du droit (commercial, civil, pénal)

Savoir-faire / Maîtrise

– Techniques d'expression écrites et orales
– Rigueur, méthode, organisation
– Esprit d'analyse et de synthèse,
– Capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité
– Respect des délais et échéances
– Capacité à rendre compte

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Charlotte HUBERT, cheffe de l'unité des affaires juridiques – Tél : 01.73.30.22.53
charlotte.hubert@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 06/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable du pôle Intervention sur les marchés et suites de contrôles

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Interventions sur les marchés et dans les écoles

N° appel à candidature : 20343	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 1 an (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et/ou nationaux. Dans ce cadre, le Service Marché, Certificats et Qualité (MCQ) regroupe 2 unités et 1 délégation nationale, dont l'unité Interventions sur les marchés et dans les écoles (IME).

Celle-ci est chargée principalement de la mise en œuvre du programme UE à destination des écoles et des mesures d'intervention publique ou de stockage privé de l'OCM unique.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

L'unité IME est composée de 18 agents répartis en 2 pôles :
- Lait et fruits à l'école
- Interventions sur les marchés et suite de contrôles

Objectifs du poste

Organiser, animer et prioriser les tâches du pôle Intervention sur les marchés et suites de contrôles.
Adapter et vérifier la bonne exécution des procédures mises en œuvre au sein du pôle.

Missions et activités principales :

- Concevoir et/ou adapter le plan de gestion des mesures de crise prévues par l'OCM et assurer le pilotage et le suivi de l'activité et des procédures :
  - de régulation de marché de l'OCM, en particulier l'intervention publique, le stockage privé, le contingentement de production et les suites de contrôle du remboursement de la cotisation sucre ;
  - des suites données aux rapports de contrôles sur place du programme de l'UE à destination des écoles.
- Suivre et développer les outils informatiques internes et externalisés nécessaires à la mise en œuvre des mesures
- Animer et organiser le travail de l'équipe de superviseurs et de gestionnaires.
- Superviser l'instruction et la liquidation des dossiers relevant du pôle.
- Elaborer des tableaux de bord pour le suivi de l'activité du pôle et organiser le suivi du contrôle interne.
- Contribuer à l'analyse économique des filières impliquées dans les mesures gérées.
- Coordonner et assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes et notamment les communications à la Commission européenne pour les mesures gérées.
- Participer aux travaux transversaux de l'unité et du service.

Relations fonctionnelles du poste :

- Les agents de l'unité
- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (unité Contrôles, service informatique, service analyses économiques des filières, Agence comptable,…).
- Les corps de contrôle interne et externe.
- Les bénéficiaires des mesures (entreprises d'aval des filières, collectivités, établissements scolaires…).
- Les services des directions générales du ministère de l'agriculture (DGPE, DGAL).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de la réglementation européenne en matière d'organisme payeur et d'aides agricoles.
- Environnement de travail tant administratif que professionnel.
- Appréhension des problématiques des filières impliquées.

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau.
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe.
- Conduite de projet.
- Technique de management.

Savoir être :

- Adaptabilité
- Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse
- Rigueur,
- Réactivité
- Autonomie
- Gestion du stress

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 pour les candidats contractuels
Une première expérience dans un poste managérial est demandée

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Christophe DASSIE – Direction des Interventions
Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr

Sylvie LACARELLE – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.31.59 – sylvie.lacarelle@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement
Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30/09/2022

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Expert « Achat/Marchés de denrées » pour le FEAD

Secrétariat Général / Service des Affaires Financières / Unité Achats – Marchés

N° appel à candidature : 20281	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière, budgétaire et comptable	
Poste vacant	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

Au-delà de ses missions pour les secteurs agriculture et pêche, FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) (Ministère des solidarités et de la santé) la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). Dans ce cadre l'Etablissement, achète et met à disposition des

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

associations caritatives des denrées alimentaires. L'établissement est soumis au code de la commande publique

Objectifs du poste

Afin d'améliorer les achats de denrées effectués par FAM au titre du FEAD, un poste est créé pour un spécialiste de l'achat de denrées afin d'améliorer le sourcing et la technique d'achat de l'établissement dans le cadre de la préparation des appels d'offres.

Il s'agit d'une création de poste dont le champ peut s'élargir à d'autres achats.

Missions et activités principales :

- être en appui du service prescripteur dans la définition des produits sélectionnés,
- réaliser le sourcing pour l'achat des denrées alimentaires pour le FEAD (de l'ordre d'une trentaine), voire d'autres achats de l'établissement;
- rédiger les marchés publics, en particulier les fiches techniques « produits » ;
- assurer le suivi de la procédure des appels d'offres dans toutes ses composantes ;
- préparer la commission d'appel d'offre
- suivre les éventuels contentieux liés à la passation des marchés de denrées

Relations fonctionnelles du poste

- Les différents services de FranceAgriMer en particulier ceux travaillant sur le FEAD (Direction des interventions, service financier, service juridique, DCSF)
- La DGCS

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maitrise des techniques d'achat de denrées alimentaires
- Maitrise de la technique d'achat par marché publics
- Compétences juridiques
- Connaissance des IAA

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe
- Aptitude à la négociation

Savoir être :

- Disponibilité,
- excellent relationnel
- Capacité d'anticipation et de synthèse
- Flexibilité, adaptabilité,
- Rigueur,
- Autonomie

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste
Expérience acquise dans secteur public fortement souhaitée

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste à privilèges[3] :	Oui Non ■

Personnes à contacter

Véronique BORZEIX - Directrice générale adjointe
Tél : 01.73.30.20.44 - veronique.borzeix@franceagrimer.fr

Alexandre, Censoni ; chef de service affaires financières
courriel : alexandre.censoni@franceagrimer.fr Tel 01 73 30 22 28

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Tél. : 01 73 30 22 35
Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE 15/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute
un/une Directeur adjoint de l'administration et des finances (H/F)

Poste basé à Maisons Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public – Détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité de l'environnement, de l'alimentation et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Rattaché(e) à la Directrice de l'administration et des finances, vous aurez pour missions de :

- L'accompagner dans ses missions d'élaboration et de développement d'une politique financière pour l'Agence, avec l'objectif de garantir la soutenabilité pluriannuelle du budget ;
- Contribuer à l'amélioration et à la sécurisation des processus tout au long de la chaîne de la dépense ;
- Superviser le service logistique et missions ;
- Piloter des projets organisationnels transverses au sein de la Direction et en relation avec les autres entités (directions du siège et laboratoires), notamment concernant la mise en place d'outils de pilotage (inventaire des équipements scientifiques, suivi des conventions de recherche) ;
- Contribuer au management de la direction et à l'animation du réseau des correspondants administratifs et financiers ;
- Assurer la suppléance de la Directrice sur tous les sujets et dossiers relevant de la compétence de la Direction (pilotage des achats et marchés publics, coordination des conventions de partenariat externe de l'agence).

Date de prise de fonctions :
4ème trimestre 2022

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :
Déclaration publique d'intérêt

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A ou A+

A ce titre, vous pourrez être amené à participer aux comités de direction de l'agence et aux comités de pilotage thématiques mis en place au sein de l'établissement, ainsi qu'aux instances de gouvernance (conseil d'administration et pré-CA, comité d'audit interne). Vous assurerez par ailleurs un dialogue régulier avec les ministères de tutelle de l'agence et les services du CBCM, ainsi qu'avec l'agent comptable de l'établissement.

Votre équipe

La direction de l'administration et des finances est placée sous l'autorité du directeur général adjoint en charge du pôle « Affaires générales ».

La direction compte 40 agents, elle est structurée autour de quatre services :

- un service des achats et des marchés publics (SAM) ;
- un service du budget et du contrôle de gestion (SBCG) ;
- un service des conventions de partenariat et des financements externes (SCPFE) ;
- un service de la logistique et des missions (SLM).

Eléments d'activités:

- Budget de l'établissement : 170 M€ en 2022
- Subventions pour charge de service public : 107 M€
- Taxes et redevances : 24 M€
- Conventions de recettes : 22 M€
- Autres produits : 4 M€
- Volume de marchés publics : 250 marchés vivants supérieurs à 40 k€ HT/ moyenne - 70 marchés supérieurs à 40 k€ HT notifiés par an
- Volume de conventions de partenariat externe : 900 vivantes - 160 nouvelles conventions signées par an

L'agence a mis en place un service facturier, opérationnel depuis avril 2019.

Travailler chez nous, c'est :
Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :
- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :
Le poste est basé à Maisons Alfort Métro 8 « école Vétérinaire », RER D Maisons Alfort/Alfortville, Bus 24, 103, 104, 107,125, 181, Autoroute A4

Votre profil

Profil recherché/ formation :

- Agent titulaire ou contractuel de catégorie A ou A+
- BAC+5 en gestion, finances publiques, droit

Expériences similaires

- Expérience du secteur public (minimum 6 ans) ;
- Expérience réussie en management d'équipe ;
- Expérience en matière de gestion de projet.

Compétences

- Connaissances et appétence pour les finances publiques et le droit public. Une compétence en matière de pilotage budgétaire et comptable des établissements publics serait un plus ;
- Connaissance des règles des marchés publics ;
- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis, maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement ;
- Proactivité, autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification ;
- Curiosité et appétence pour le travail en collaboration avec des scientifiques et aptitude au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires

Pour postuler :

Diane IONESCO, Directrice de l'administration et des finances (diane.ionesco@anses.fr)

Adresser au plus tard **le 30 septembre 2022**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-161** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique. Rejoignez-nous !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute
un/une Technicien de laboratoire en biologie (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, Détachement, Affectation -

L'Agence nationale de sécurité de l'environnement, de l'alimentation et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité et de son adjoint, vous participerez aux activités de surveillance de l'unité. Le poste proposé vient renforcer plus particulièrement l'activité technique liée au fonctionnement du réseau d'épidémiosurveillance des salmonelles d'origine non humaine. Ce réseau permet de 1) caractériser en continu la diversité des souches circulant dans les différentes filières agro-alimentaires, 2) décrire l'évolution spatio-temporelle de ces contaminations, 3) constituer un patrimoine biologique à disposition de la communauté scientifique pour des travaux d'évaluation des risques et de R&D au niveau national ou européen.

Rattaché(e) au Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort / Unité Salmonella et Listeria (SEL) / Equipe Surveillance

Date de prise de fonctions :
Dès que possible

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :
Etat de santé doit être compatible avec la manipulation de pathogènes de classes 2 et 3

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B

Votre équipe

L'unité est composée de trois équipes chargées de développer des activités respectivement, de référence, de surveillance et de recherche sur deux pathogènes bactériens impliqués dans les infections humaines d'origine alimentaire : Salmonella et Listeria. En particulier, l'unité assure des activités de référence sur *Listeria monocytogenes* (mandats LNR et LR-UE) et sur Salmonella (laboratoire associé au LNR Salmonella - site Anses de Ploufragan-Plouzané).

L'unité contribue à l'amélioration des outils de détection et de typage de ces deux bactéries ; elle organise des essais inter-laboratoires d'aptitude et des sessions de formation auprès des laboratoires en charge des contrôles de la chaîne alimentaire.

Votre quotidien

En tant que technicien, votre mission principale portera sur la réalisation des analyses de caractérisation des souches de Salmonella par des méthodes sérologiques et moléculaires (PCR, RT-PCR, séquençage). Vous prendrez également en charge, avec vos collègues :

- La réception ou l'envoi des colis de souches,
- La saisie des données épidémiologiques associées à la demande d'analyse, l'enregistrement des résultats, le rappel des laboratoires,
- Les activités associées à l'organisation de son poste de travail (gestion des consommables, élimination des déchets, nettoyage, …),
- La mise en collection des souches reçues via le réseau et le suivi du bon fonctionnement de ce souchier en lien avec les 2 autres équipes de l'unité,
- La participation à l'organisation des essais inter-laboratoires sur le sérotypage des Salmonella : préparation des échantillons et envois aux réseaux de laboratoires.

Vous réaliserez les analyses sous assurance qualité et dans le cadre d'une accréditation du laboratoire pour la mise en œuvre de certaines d'entre elles.
L'ensemble de vos activités se déroulera en lien avec les correspondants qualité et métrologie de l'unité.
L'ensemble des données générées sont amenées à être exploitées dans des communications lors de congrès ou dans des publications nationales et internationales.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons-Alfort (94)
Métro : Ligne 8, Ecole Vétérinaire de Maisons-Alfort
Bus : Lignes 104-107-181, arrêt Pierre Curie
RER D : Maisons-Alfort/Alfortville

Votre profil

- Formation et expérience requises :
  - Bac à bac + 3 : BTS, DUT ou licence professionnelle dans le domaine de la microbiologie et/ou de la biologie moléculaire
  - Expérience souhaitée en bactériologie / sérologie
  - Expérience du travail sous assurance qualité

- Compétences :
  - Maîtrise des méthodes usuelles de microbiologie conventionnelle et moléculaire
  - Autonomie, rigueur, réactivité, sens de l'organisation, force de proposition
  - Bonne aptitude à la communication et au travail en équipe
  - Aptitude au travail sous assurance qualité
  - Connaissances des règles d'hygiène et de sécurité et des risques biologiques
  - Utilisation des logiciels de bureautiques usuels

Pour postuler :

Contact opérationnel
Jean-Charles Leblanc, Chef de l'Unité SEL jean-charles.leblanc@anses.fr
Vincent Leclerc, responsable de l'équipe surveillance vincent.leclerc@anses.fr

Adresser au plus tard **le 16 septembre 2022**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-133** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute
un/une Contrôleur de gestion confirmé (H/F)

Poste basé à Maisons Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation--

L'Agence nationale de sécurité de l'environnement, de l'alimentation et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Rattaché(e) à la cheffe de service et à son adjoint, le contrôleur de gestion travaille en coordination avec les autres membres de l'équipe et les entités opérationnelles. Son périmètre d'actions le conduit à mener plus particulièrement les travaux relatifs :
- au contrôle de gestion sociale qu'il réalise en appui et en collaboration avec la DRH et l'agence comptable ;
- à la programmation et l'exécution budgétaire relevant des entités de son périmètre ;
- à la comptabilité analytique.

Date de prise de fonctions :
Dès que possible

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre équipe

Placée sous l'autorité de la directrice générale adjointe en charge du pôle « Affaires générales », la Direction de l'Administration et des Finances (DAF) est structurée autour de quatre services :

- un service des achats et des marchés publics (SAM) ;
- un service du budget et du contrôle de gestion (SBCG) ;
- un service des conventions de partenariat et des financements externes (SCPFE) ;
- un service de la logistique et des missions (SLM).

Sous l'autorité de la cheffe de service et de son adjoint, l'équipe SBCG de 7 agents est composée de :
- un pôle de 3 contrôleurs de gestion chargés du pilotage et des outils et plus particulièrement de la programmation budgétaire avec une répartition par portefeuille (budget annuel d'environ 150 M€), de la comptabilité analytique et d'un appui à la DRH en matière de contrôle de gestion sociale;
- un pôle de 4 gestionnaires chargés du suivi de l'exécution budgétaire et des contrôles en appui aux entités de l'Anses situées à Maisons Alfort (environ 3 500 commandes par an pour un budget moyen de 13 M€), les entités étant reparties entre chaque gestionnaire qui dispose donc d'un portefeuille de directions à gérer.

Votre quotidien

Contrôle de gestion sociale

- En appui à la DRH, développer un dispositif d'outils d'aide au pilotage de la masse salariale en se basant sur la collecte des informations auprès du SIRH (ETPT, variables paie, statuts administratifs…) ;
- Analyser les données et produire des indicateurs et des statistiques afin d'anticiper la trajectoire financière et sécuriser la soutenabilité budgétaire.

Comptabilité analytique

- Construction d'une base de données à partir de la comptabilité générale et des informations sur les temps de travail par projets ;
- Restituer les principales conclusions auprès de la direction générale et rédiger le rapport annuel à l'attention du conseil d'administration ;
- Répondre aux demandes de la direction générale ou des tutelles sur des thématiques ponctuelles.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :
d'une politique de développement des compétences dynamique,
de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons Alfort
Métro 8 « école Vétérinaire », RER D Maisons Alfort/Alfortville, Bus 24, 103, 104, 107,125, 181, Autoroute A4

Construction budgétaire, partagée avec les deux autres contrôleurs de gestion

- Elaboration et consolidation des budgets des entités de son portefeuille (DRH notamment) ;
- En collaboration avec les deux autres contrôleurs de gestion, procéder aux mouvements budgétaires nécessaires en cours d'année (mouvements internes et BR) ;
- Participer à la production des documents liés aux budgets de l'établissement (initial et rectificatif) et au compte financier : rapport ordonnateur et tableaux GBCP ;
- En fin d'exercice budgétaire, coordonner les travaux de fin de gestion pour ce qui concerne les entités du portefeuille.

Contrôle budgétaire, partagé avec les deux autres contrôleurs de gestion

- Sécuriser le suivi des AE et des CP, notamment dans le cadre des engagements pluriannuels ;
- Assurer la bonne exécution du budget de l'établissement ;
- Collecter, contrôler et vérifier l'exactitude et la complétude des données.

Pilotage / reporting, partagé avec les deux autres contrôleurs de gestion

- Élaborer des outils de gestion et de restitution (tableaux de bord) pour les entités, la direction et les tutelles, les diffuser et les mettre à jour ;
- Garantir le respect des procédures et dispositions définies avec les entités.

Missions transversales, partagées avec les deux autres contrôleurs de gestion

- Conduite du dialogue de gestion avec les entités de l'Agence : budgets, prévisions et exécutions ;
- Gestion de la boîte budget et suivi des demandes des entités ;
- Fiabilisation des données - contrôles qualitatifs – travaux de clôture ;
- Apporter un appui et expertise auprès des correspondants de la DAF dans les entités métier.

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Minimum BAC +3 - BAC+5 souhaité en gestion administrative et financière.
- Une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire intégrant un volet contrôle de gestion social est souhaitée.

Compétences

- Maîtrise des règles de la gestion budgétaire et comptable publique – GBCP (réglementation, procédures et processus, chaîne des recettes et des dépenses) ;
- Maîtrise des principes de l'analyse budgétaire et financière, notamment en matière de suivi des emplois et dépenses de personnel ;
- Connaissance des principes de la comptabilité analytique ;
- Excellente maîtrise des outils de bureautique Excel, PPT, Word et BO ;
- Bonnes capacités rédactionnelles ;
- La connaissance de l'outil CEGID XRP ULTIMATE serait un plus.
- Rigueur ;
- Efficacité, réactivité, autonomie ;
- Esprit de synthèse et capacité d'analyse et de reporting ;
- Respect de la confidentialité ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Capacité d'organisation et de hiérarchisation des priorités.

Pour postuler :

- Diane IONESCO, Directrice de l'administration et des finances (diane.ionesco@anses.fr)
- Gwenola CHILOUX, Cheffe du service budget et contrôle de gestion (gwenola.chiloux@anses.fr)
- Adresser au plus tard **le 30/09/2022**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-117** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

FICHE DE POSTE

INTITULÉ DU POSTE :

AUDITEUR à la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des dépenses financées par les Fonds Européens Agricoles (CCCOP).

AFFECTATION : CCCOP – 10, rue Auguste Blanqui – 93186 MONTREUIL

Selon le décret du 11 Mai 2007, les agents de la CCCOP sont mis à la disposition de la Commission par le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Les auditeurs sont nommés par le Président de la CCCOP après consultation du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'agriculture.

DESCRIPTIF DE L'EMPLOYEUR :

La CCCOP est l'organisme français chargé d'auditer, pour le compte de l'Union européenne, les quatre organismes payeurs nationaux (ASP, FranceAgriMer, ODEADOM, ODARC) qui versent les aides de la politique agricole commune aux agriculteurs, aux exportateurs ou aux transformateurs, aux collectivités locales, ...

Ses travaux l'amènent à se prononcer sur le bon fonctionnement de leur système de contrôle interne des organismes payeurs, sur l'exactitude des états de dépenses et de créances transmis à la Commission ainsi que sur la régularité des aides versées sur fonds communautaires (environ 10 milliards d'Euros chaque année).

La CCCOP est une commission indépendante de statut interministériel, rattachée en gestion au Secrétariat général des Ministères économiques et financiers. Ses procédures doivent se conformer aux normes internationales d'audit et aux lignes directrices de la Commission européenne.

DESCIPTION DU POSTE :

L'emploi proposé est un emploi d'auditeur sur le périmètre d'activité de l'organisme payeur FranceAgriMer. Intégré au sein d'un équipe de 3 auditeurs managé par un rapporteur spécial, le titulaire du poste audite notamment les dispositifs d'aide de soutien aux marchés (aides viticoles, fruits et légumes, apiculture, huile d'olive, etc.).

Les travaux d'audit conduisent à la production d'un rapport de certification au 15 février. Ils sont organisés sur la base d'un document cadre (mémorandum de stratégie d'audit) décliné ensuite dans un programme de travail.

Les travaux répondent à deux objectifs d'audit :

- obtenir l'assurance raisonnable de l'exactitude, la sincérité et l'exhaustivité des états de dépenses et de créances transmis à la Commission européenne ;
- obtenir sur la base de tests de dossiers de demandes, l'assurance raisonnable que les règles d'éligibilité de la demande et du demandeur ont été respectées.

Les travaux d'audit sont, de ce, fait très variés :

- évaluation du contrôle interne des services comptables et des services métiers ;
- examen du respect des normes européennes d'organisation des organismes payeurs (fraude, RH, SI, audit interne, etc.).

- évaluation globale de la qualité des dispositifs de contrôle mis en œuvre au regard des textes européens et des systèmes d'informations ;
- réitération des contrôles effectués par l'organisme payeur sur des dossiers ;
- validation des statistiques et des indicateurs produits par l'organisme payeur.

Dans ces travaux, la connaissance des textes applicables et des applications utilisées par les organismes payeurs pour instruire et payer les demandes d'aides constituent un préalable indispensable.

Au-delà des entretiens et des études documentaires, les tests tiennent une place importante : ils sont réalisés sur pièces mais également sur place pour une partie des dossiers, auprès des bénéficiaires (exploitations agricoles, entreprises, collectivités).

CONDITIONS D'EXERCICE PARTICULIERES

Le poste nécessite des déplacements dont la fréquence est variable selon l'échantillon de dossiers sélectionnés, sur des durées de deux à trois jours pour les contrôles sur place.

Les rapports provisoires étant remis fin décembre et les rapports définitifs le 15 février, la période de fin d'année est une période de forte activité, peu compatible avec des congés de longue durée.

La Commission européenne audite très régulièrement les travaux de la CCCOP, ce qui nécessite l'entière disponibilité des auditeurs concernés sur le créneau fixé par la Commission.

Compte tenu du « coût d'entrée » sur la matière, une présence minimale de trois ans est souhaitable.

DESCRIPTION DU PROFIL RECHERCHE

Le poste nécessite, quelle que soit l'expérience antérieure, un investissement initial important pour acquérir les connaissances et savoir-faire utiles.

Une expérience antérieure dans un ou plusieurs des domaines suivants favoriserait une adaptation plus rapide sur le poste :

- audit interne :
- pratique du contrôle interne et de l'évaluation des risques ;
- instruction ou contrôle de demandes d'aides nationales ou communautaires ;
- comptabilité publique et privée ;
- mise en œuvre ou rédaction de textes réglementaires ;
- instruction ou contrôle de demandes d'aides nationales ou communautaires.

Des connaissances dans le secteur agricole seraient appréciées.

Quel que soit le parcours antérieur du titulaire du poste, le profil de compétences requis correspond aux conditions suivantes :

- un intérêt pour le monde agricole ;
- une capacité d'adaptation rapide ;
- de la curiosité intellectuelle ;
- de l'autonomie et de l'initiative ;
- de la rigueur d'analyse ;
- une bonne maîtrise de la communication écrite et orale ;
- une forte capacité d'écoute ;
- un goût pour le travail en équipe ;
- une appétence pour les outils informatiques : la plupart des procédures de demande ou de traitement des aides étant dématérialisées.

- **<u>Nature de l'emploi</u>** :
    - Cadre A ;
    - Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels : art 4/6/6quater/6quinquies – loi n° 84-16 ;
    - Date de vacance de l'emploi : 1er novembre 2022.

<u>PERSONNES À CONTACTER À LA CCCOP :</u>

Christian AVAZERI, Président de la CCCOP

Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Parc Technologique
Orléans Charbonnière
BP 18
45760 BOIGNY SUR BIONNE

Directeur de l'Agence Territoriale Berry Bourbonnais

N° du poste : 12526-

Catégorie : A : cadre supérieur Localisation : Bourges (18)

Cotation du poste : A4

Poste susceptible d'être vacant en novembre 2022

Présentation de l'environnement professionnel	La DT Centre Ouest Aquitaine regroupe près de 850 agents qui ont principalement en charge la gestion de 535 000 d'ha de forêts publiques et la réalisation de missions d'intérêt général sur un périmètre couvrant 4 régions : Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Pays de Loire et Centre-Val de Loire, plus le département de l'Allier. Elle recoupe quatre contextes biogéographiques : la chênaie, le littoral (elle couvre toute la façade atlantique), le plateau landais et la montagne, source d'une extrême diversité. Elle s'organise autour de services fonctionnels de la DT (services généraux (finances et moyens logistiques, RH), une agence comptable secondaire, un pôle forêt et une mission commerciale bois), d'une agence chargée des études et travaux et de 8 agences territoriales, dont celle du Berry Bourbonnais. L'agence Berry Bourbonnais couvre les départements du Cher, de l'Indre et de l'Allier. La surface forestière gérée est de 65 000 ha de forêts publiques, dont 53 000 ha de forêts domaniales (23 FD) et 12 000 ha de forêts des collectivités (160 interlocuteurs). Les FD comportent plusieurs grands massifs forestiers parmi lesquels les FD Tronçais (10 500 ha), Chœurs Bommiers (6 500 ha), Châteauroux (5 300 ha), Vierzon (5 300 ha), Prieurés (5 200 ha), pour ne citer que les forêts de plus de 5 000 ha. L'agence compte près de 80 postes. Elle est organisée avec trois services fonctionnels (forêt, bois et secrétariat général) et six unités territoriales. L'agence travaille étroitement avec l'unité de production Berry Bourbonnais de l'agence travaux pour la mise en œuvre des travaux sylvicoles. Au sein du service forêt, le pôle aménagement travaille sur les agences territoriales Berry Bourbonnais et Val de Loire. Les forêts gérées présentent de forts enjeux de production de bois et de gestion multifonctionnelle au cœur du bassin ligérien : - Bois : le chêne est l'essence majoritaire dans les forêts de l'agence (80%). Les enjeux sont élevés, tant sur le plan technique, qualitatif (chêne à grain fin valorisé en merranderie) que commercial (en FD, environ 250 000 m3/an vendu pour 20-25 M€ de chiffre d'affaires bois annuellement. En FC, 30 000 m3/an). - Accueil du public : plusieurs grands massifs domaniaux jouent un rôle important au sein des territoires pour les activités socio-récréatives voire le développement touristique. - Environnement : les forêts publiques sont des habitats naturels importants. Les enjeux sont variables selon les forêts. A noter que l'ONF est co-gestionnaire de la RNN Val d'Allier. Les relations avec les partenaires externes sont nombreuses et importantes ; une bonne articulation avec le directeur de l'agence val de loire, délégué régional Centre Val de Loire et la direction territoriale Auvergne Rhône Alpes est nécessaire pour les partenaires de niveau régional.
Objectifs du poste	L'objectif général est d'assurer la direction de l'agence pour mettre en œuvre une gestion durable et multifonctionnelle des forêts publiques, reconnue par nos partenaires. D'ici 2025, des objectifs spécifiques s'inscrivent dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) 2021-2025 signé entre l'Etat et l'ONF. A titre d'exemples, la déclinaison de ce COP comprend les orientations suivantes :

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">
- Adapter la gestion forestière face aux changements climatiques. En particulier, la crise sanitaire a été déclarée en 2020 dans l'Allier suite aux sécheresses exceptionnelles de 2018 à 2020 et aux dépérissements (principalement de chêne) constatés.
- Développer la vente de bois façonnés (BF) sous forme de contrats d'approvisionnement. En particulier, l'exploitation des produits accidentels dépérissants et du bois d'industrie feuillus sont des enjeux importants, tout comme le développement du BF en forêt communale.
- Partager avec la société nos objectifs de gestion durable. Cette orientation passe par des actions régulières de communication, de gestion (paysage, gestion des exploitations) et un dialogue forêt-société au niveau local (Tronçais Forêt d'Exception® ; comité sur Prieurés et label FSC ; comités sur Châteauroux et Chœurs Bommiers, …).
- Veiller au maintien de l'équilibre forêt-gibier (Tronçais en particulier), ou travailler à son rétablissement (Vierzon-Vouzeron).
- Décliner la stratégie DT en matière de travaux forestiers. Et mettre en œuvre les actions prévues dans le cadre du plan de relance.
- Renouveler les équipes. Plusieurs départs en retraite sont prévisibles d'ici 2025, conduisant à des objectifs RH importants (recrutement, accompagnement aux prises de poste, apprentissage, …).

Ces orientations 2021-2025 se déclinent en contrats annuels, signés entre la Direction Territorale (DT) et l'agence comprenant des objectifs annuels plus précis.
</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">
Le poste conduit à exercer différentes missions :

- Contribution à la stratégie territoriale via une participation active au codir DT

- Management direct de neuf personnes (trois chefs de service et six responsables d'unité territoriale) : entretien annuel, négociation des feuilles de route par unité territoriale ou service

- Management au niveau agence : organisation, régulation et suivi de l'activité au sein de l'agence, animation des CODIR, du dialogue social local (commission locale de concertation), recrutements, etc.

- Management technique : aménagements forestiers ; conduite de la crise sanitaire dans l'Allier ; implication possible dans des sujets d'innovation (drone, …) ou des dossiers spécifiques (immobilier ; …) ou complexes ;

- Représentation externe : confortement et développement des relations externes avec les partenaires institutionnels multiples et plus généralement avec la société civile : représentants de l'Etat, partenaires de niveau départemental (CD, OFB, SDIS, Gendarmerie, LPO, FNE locaux, AD Cofor, CRPF, Fédérations de chasseurs, …).

- Implication dans la démarche Tronçais Forêt d'Exception®, de façon complémentaire au RUT Tronçais et à la cheffe de projet Forêt d'Exception®.
</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">
- Interne : relations de travail régulières au sein de l'agence et avec les services en DT
- Externe : champ relationnel varié avec l'ensemble des parties prenantes intéressées par les forêts publiques.
</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>
- Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes
- Qualités relationnelles et disponibilité.
- Parfaite connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF
</td><td>
- Compétences en animation et management d'équipe
- Capacités de dialogue et de négociation.
- Relationnel avec les élus
- Accompagner et donner du sens
</td></tr>
<tr><td>Personne à contacter</td><td colspan="2">
Mme Johanne PERTHUISOT, directrice territoriale Centre Ouest Aquitaine
johanne.perthuisot@onf.fr
Tél: 02 38 65 47 01
Portable: 06.72.44.66.58
</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Office national des forêts Direction territoriale Auvergne Rhône Alpes

Directeur de l'agence territoriale de l'Isère

N° du poste : 8055

Catégorie A : **cadre supérieur**

Cotation : A4

Situation du poste : Vacant à partir de janvier 2023

Localisation du poste : **Grenoble**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Acteur majeur de la filière forêt-bois, l'Office national des forêts (ONF) rassemble près de 9 000 professionnels. En Métropole et en Outre-mer, il gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales En Auvergne Rhône Alpes, l'ONF compte plus de 1000 collaborateurs. L'agence territoriale de l'Isère présente une forte dominante de forêts de montagne très fréquentées et quelques forêts de plaine pour un total de 106 000 ha dont 35 000 ha de forêts domaniales L'agence comprend 85 personnes : 3 services fonctionnels (Forêt-Environnement, Bois, Secrétariat général) et 7 unités territoriales. Elle travaille en relations très étroites avec l'Agence Travaux, l'Agence Etudes, l'agence RTM et le Service Commercial de l'ONF. Forts enjeux multi fonctionnels : production de 150 000 m3 de bois, forte fréquentation et attentes sociétales très présentes (dialogue forêt société), risques naturels, enjeux biodiversité notamment dans les espaces gérés. Anticipation et gestion des premières conséquences du changement climatique par une augmentation des efforts de travaux en forêt, activités conventionnelles en forêt et au profit des collectivités EPCI, notamment environnement et loisirs nature. Objectifs généraux d'amélioration de la production (bois façonnés, surface gérée, prélèvements, coupes à câbles, dessertes, travaux sylvicoles), d'innovations techniques (dont expérimentations forêts mosaïque et nouvelles modalités d'aménagement forestier, télédétection…), d'amélioration de la performance (techniques sylvicoles, environnement, restauration de l'équilibre faune flore) et de poursuite du dialogue avec la société. Enjeux relationnels majeurs avec les collectivités : Département, 2 PNR, 1 parc national, EPCI, qui s'impliquent fortement dans des programmes forestiers et le développement territorial : Forêt d'Exception Grande Chartreuse, Sylv'acctes, projet du CD 38 « un Arbre un Habitant » …Lien forts et réguliers avec filière bois dont FIBOIS 38, COFOR 38, FDCI 38.

OBJECTIFS DU POSTE	- Assurer le management et l'animation de l'ensemble des équipes de production et de soutien. Positionnement de manager de manager. - Piloter et développer la production en lien avec les chefs de service et responsables d'unités - Piloter le changement : implications du changement climatique dont plantations, bois façonnés, communication et dialogue forêt société, ingénierie financière : mécénats, LBC, mesures compensatoires…. - Organiser et suivre l'activité au sein de l'agence - Veiller à la cohérence de l'action des différents services et agences de la DT (ATX, Agence études, Mission Commerciale Bois et Service, RTM) sur le territoire Isérois - S'impliquer dans un relationnel externe et interne de qualité, en tant que représentant de l'ONF en Isère.	
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	- Assurer la déclinaison opérationnelle de la stratégie territoriale. - Piloter et contrôler la gestion durable et la production de forêts publiques de l'agence dans le cadre du contrat annuel négocié avec le Directeur territorial	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Collectivités et services de l'Etat, filière bois, associations de protection de la nature et Fédération départementale des chasseurs. Initier / développer les partenariats et démarches de développement local sur le territoire, poursuivre le renforcement du dialogue forêt-société.	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS Expérience de manager confirmé indispensable Connaissances techniques et intérêt en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers Bonnes connaissances du milieu institutionnel	SAVOIR-FAIRE Leadership et conduite du changement. Qualités relationnelles et disponibilité indispensables. Fortes capacités de dialogue et de négociation. Bonnes capacités d'analyse et de synthèse
PERSONNES A CONTACTER	M. Nicolas KARR, directeur territorial AURA, nicolas.karr@onf.fr	